



PREFET DU FINISTERE

Arrêté n °2014302-0001

**signé par
le secrétaire général de la préfecture**

le 29 Octobre 2014

**2906 Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé
Veille et sécurité sanitaire**

ARRETE préfectoral du 29 octobre 2014
déclarant d'utilité publique au bénéfice de la
commune de LEUHAN : - la dérivation et le
prélèvement des eaux des captages de Ty ar
Galant, Ty Chanu et Moustoir ainsi que leur
utilisation pour l'alimentation en eau destinée à
la consommation humaine. - l'établissement
des périmètres de protection des ouvrages du
captage de Ty ar Galant et du forage de Ty
Chanu situés sur la commune de Leuhan, du
captage du Moustoir situé sur la commune de
Saint-Goazec, ai



PRÉFET DU FINISTÈRE

Agence régionale de santé
Délégation territoriale du Finistère
Pôle santé environnement

Arrêté préfectoral

- * déclarant d'utilité publique au bénéfice de la commune de LEUHAN :
 - la dérivation et le prélèvement des eaux des captages de Ty ar Galant, Ty Chanu et Moustoir ainsi que leur utilisation pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine
 - l'établissement des périmètres de protection des ouvrages du captage de Ty ar Galant et du forage de Ty Chanu situés sur la commune de Leuhan, du captage du Moustoir situé sur la commune de Saint-Goazec, ainsi que l'institution des servitudes afférentes
- * déclarant cessibles au profit de la commune de Leuhan les terrains constituant le périmètre de protection immédiate du forage de Ty Chanu

AP n° du

Le préfet du Finistère,
Officier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,
- VU le Code rural,
- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code de la santé publique, notamment les articles L.1321-2, L.1321-3, L.1321-7, R.1321-1 et suivants,
- VU le Code de l'urbanisme,
- VU le Code de l'environnement, notamment l'article L.215-13,
- VU le décret 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application 55-1350 du 14 octobre 1955,
- VU le décret n° 2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le Code de la santé publique (dispositions réglementaires),
- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007, relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles L-1321-6 et 12, R-1321-41 du Code de la santé publique,

- VU les arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, création de puits ou d'ouvrages souterrains et au prélèvement d'eau soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1.0, 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0. de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013051-0001 du 20 février 2013 portant prescriptions particulières relatives aux ressources de Ty ar Galant et de Ty Chanu implantées sur la commune de Leuhan et du Moustoir situé sur la commune de Saint-Goazec, ainsi qu'aux prélèvements d'eau associés,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2014 prescrivant conjointement l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et d'une enquête parcellaire conjointe auxquelles il a été procédé du mercredi 29 janvier 2014 au lundi 17 février 2014 inclus dans les communes de Leuhan et de Saint-Goazec portant sur le prélèvement d'eau et l'établissement des périmètres de protection des captages de Ty ar Galant et du Moustoir et du forage de Ty Chanu
- VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine,
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne approuvé par le préfet de la région Centre le 18 novembre 2009,
- VU le protocole départemental du 2 juin 1993 et son avenant en date du 17 avril 2001, relatifs à l'établissement des périmètres de protection des captages d'eau potable,
- VU les rapports en date des 23 février 2012, 22 mars 2012 et 13 avril 2012 de Monsieur Arnaud Roger, hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique,
- VU la délibération en date du 12 juillet 2013 par laquelle le conseil municipal de Leuhan demande l'ouverture de l'enquête publique portant sur la déclaration d'utilité publique de la dérivation, du prélèvement des eaux et du projet d'établissement des périmètres de protection des ressources de Ty ar Galant, du Moustoir et de Ty Chanu, ainsi que l'institution des servitudes afférentes, et de l'enquête parcellaire conjointe,
- VU les résultats de la consultation administrative interservices et des organisations professionnelles,
- VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire conjointes et notamment les pièces certifiant que les formalités de publication et d'affichage ont été respectées,
- VU notamment les plans et l'état parcellaire des terrains compris à l'intérieur des périmètres de protection des ressources,
- VU les avis de réception constatant la notification aux propriétaires intéressés du dépôt du dossier d'enquête parcellaire,

- VU le rapport et la conclusion de la commissaire enquêteur en date des 28 mars et 6 avril 2014,
- VU les éléments de réponse transmis à l'agence régionale de santé par la commune de Leuhan le 7 juillet 2014,
- VU l'avis de la sous-préfète de Châteaulin en date du 18 juin 2014,
- VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de la séance du 18 septembre 2014,
- VU le projet d'arrêté adressé au maire de Leuhan en date du 19 septembre 2014,
- VU la réponse formulée par le maire de Leuhan le 10 octobre 2014,

CONSIDERANT

que le projet contribue d'une part, à l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Leuhan, et d'autre part, à la protection efficace des ressources en eau exploitées aux ressources de Ty ar Galant, Moustoir et Ty Chanu, que par là même il présente un caractère d'utilité publique certain,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère,

ARRETE

Article 1 - Autorisation de l'utilisation des eaux prélevées pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine au titre du Code de la santé publique articles L 1321-7, R 1321-6, R 1321-7
La commune de Leuhan est autorisée à utiliser l'eau prélevée au captage de Ty ar Galant et au forage de Ty Chanu implantés sur son territoire ainsi qu'au captage du Moustoir situé sur la commune de Saint-Goazec en vue de l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine de sa population.

1.1 - Rappel des dispositions particulières aux prélèvements d'eau

Le prélèvement d'eau aux captages et forage de Ty ar Galant, du Moustoir et de Ty Chanu relève de la rubrique 1.1.2.0 (D) de la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement.

La commune de Leuhan devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2013051-0001 du 20 février 2013 susvisé portant prescriptions particulières relatives à l'exploitation des ouvrages de captage de Ty ar Galant et au forage de Ty Chanu situés sur son territoire, du Moustoir situé sur la commune de Saint-Goazec, ainsi qu'aux prélèvements d'eau.

1.2 - Filière de traitement

Les eaux brutes sont traitées à trois stations différentes où elles subissent une reminéralisation par filtration sur maërl puis une désinfection à l'hypochlorite de sodium.

Tout changement de procédé ou toute utilisation de produits de nature différente de celle visée par l'autorisation initiale, devra faire l'objet d'une autorisation par arrêté préfectoral.

1.3 - Qualité des eaux

Les eaux traitées devront être conformes aux limites de qualité définies au Code de la santé publique.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune de Leuhan :

- la dérivation et le prélèvement des eaux souterraines de Ty ar Galant, du Moustoir et de Ty Chanu à partir respectivement des captages de Ty ar Galant et du Moustoir ainsi que du forage de Ty Chanu, pour l'alimentation humaine en eau potable de sa commune et d'une partie du territoire de Scaër ,
- l'instauration, sur son territoire et sur celui de Saint-Goazec des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des ouvrages de Ty ar Galant, de Ty Chanu et du Moustoir,
- la création de servitudes afférentes.

Sont grevés de servitudes les terrains désignés à l'état parcellaire annexé, nécessaires à la constitution des périmètres de protection immédiate et rapprochée des 3 ressources.

Prélèvement d'eau :

La commune de Leuhan est autorisée à prélever par pompage les eaux aux puits des captages de Ty ar Galant et du Moustoir et du forage de Ty Chanu.

Les prélèvements d'eau ne pourront excéder les volumes maxima suivants :

Ouvrages	Débits maxima en m ³		
	horaire	journalier	annuel
Ty ar Galant	10	175	56 000
Ty Chanu	12	200	64 000
Moustoir	15	235	75 000
Prélèvement annuel cumulé sur les trois champs captants			195 000

Article 3 - Cessibilité

Sont déclarées cessibles au profit de la commune de Leuhan les parcelles faisant partie du périmètre de protection immédiate du forage de Ty Chanu implanté sur la commune de Saint Goazec. L'état parcellaire des terrains concernés est joint en annexe du présent arrêté.

Article 4 - Délimitation des périmètres de protection

Conformément aux dispositions du Code de la santé publique, et notamment à celles de l'article L 1321-2, un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée composé de deux zones distinctes A et B sont établis autour de chacune des ressources. Ces périmètres sont situés sur le territoire des communes de Leuhan et de Saint-Goazec conformément aux indications des plans et de l'état parcellaire annexés au présent arrêté.

Un périmètre de protection éloignée pour le forage de Ty Chanu est également défini.

Article 5 - Mesures de protection

5.1- Périmètres de protection immédiate

Les périmètres de protection immédiate des différents ouvrages se situent sur les parcelles suivantes :

Captage de Ty ar Galant : parcelle 637, section G2, commune de Leuhan ;

Captage du Moustoir : parcelle 333, section F1, commune de Saint-Goazec ;

Forage de Ty Chanu : parcelles 0342, 0346, 0347, section F, commune de Leuhan.

5.1.1- Interdictions

Sont interdits à l'intérieur de ces périmètres de protection immédiate :

- toutes activités autres que celles nécessitées par leur entretien ou liées à l'exploitation des ouvrages, au développement de la ressource en eau, à l'amélioration des ouvrages de captage, aux installations de traitement et à la réalisation des aménagements spécifiques prescrits par l'arrêté de déclaration d'utilité publique,
- toute utilisation d'herbicides notamment les désherbants totaux, fongicides, insecticides et autres produits phytosanitaires.
- tout apport de fertilisants d'origine organique ou minérale.

5.1.2 - Prescriptions

5.1.2.1 prescriptions générales

Sont prescrites les mesures suivantes, à l'intérieur des trois périmètres de protection immédiate :

- une clôture munie d'un portail fermant à clef devra entourer intégralement chaque périmètre ;
- l'entretien sera assuré par fauchage, l'herbe fauchée étant exportée,
- les aménagements existants et la clôture devront, en permanence, être maintenus en bon état ;
- un cahier de visites et d'entretien sera tenu à jour.

5.1.2.2 prescriptions particulières

Forage de Ty Chanu

- le périmètre sera délimité par un carré de 20 mètres sur 20 mètres, centré sur le forage ;
- la totalité de ce périmètre devra être acquise par la commune de Leuhan.

Captage de Ty ar Galant

- un chemin d'accès devra être aménagé.

5.2 - Périmètres de protection rapprochée

Sans préjudice de la réglementation générale et des interdictions spécifiées par les textes réglementaires de portée générale, notamment en ce qui concerne la conformité des sièges d'exploitation agricole et l'assainissement non collectif, les clauses suivantes seront appliquées :

5.2.1 - Interdictions

Sont interdits :

5.2.1.1 sur l'ensemble des zones A et B

- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides, de produits chimiques ou d'eaux usées de toute nature, à l'exception des ouvrages d'assainissement et de consommation individuels qui devront être réalisés conformément à la réglementation en vigueur,
- la création de nouveaux points de prélèvement d'eau souterraine ou superficielle, hormis dans le but d'améliorer le captage,
- le remblaiement sans précautions particulières des excavations et des puits existants. Tout remblaiement nécessaire aux travaux liés aux activités visées à l'alinéa 5.2.2.1 sera soumis à autorisation préalable,
- la création et l'extension de carrières à ciel ouvert ou en galeries souterraines,
- l'ouverture d'excavations autres que celles à usage individuel et que celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisations visés à l'alinéa 5-2.2.1 "activités soumises à avis préalable",
- le drainage des parcelles agricoles,

- tous dépôts d'ordures ménagères ou autres matières fermentescibles, d'immondiçes, résidus, produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux par infiltration ou par ruissellement,
- le stockage des produits phytosanitaires ou fertilisants (minéraux) sans précautions particulières,
- l'emploi des produits phytosanitaires sur toutes surfaces imperméabilisées,
- l'utilisation des produits phytosanitaires par voie aéroportée,
- la suppression de l'état boisé. L'exploitation des bois devra être suivie d'une reconstitution forestière ; les zones boisées devront être classées en espaces boisés à conserver au document d'urbanisme au titre de l'article L 130-1 du Code de l'urbanisme. Toutefois, dans certains sites d'intérêt écologique majeur, un retour à la lande ou au milieu d'origine peut être préconisé. Dans ce cas particulier, les parcelles concernées ne figureront pas en espace boisé classé au document d'urbanisme ou pourront faire l'objet d'un déclassement à l'occasion de la révision du plan local d'urbanisme (PLU). En aucun cas, les parcelles concernées par l'arrêté de défrichement ne devront rester en friches,
- l'épandage de boues de station d'épuration ou de matières de vidange,
- la création et l'extension de cimetières.

5.2.1.2 à l'intérieur des zones A

- la création de plans d'eau, mares ou étangs,
- la création de nouveaux forages, puits, excavations,
- le pâturage,
- l'épandage des déjections animales,
- l'irrigation,
- la suppression des talus et des haies,
- le camping et le stationnement des caravanes,
- les dépôts de fumiers aux champs quelle qu'en soit la durée,
- les silos non aménagés, destinés à la conservation par voie humide d'aliments pour animaux (silos, taupinières pour herbe ou maïs),
- la création ou l'extension d'installations classées,
- l'extension des bâtiments d'élevage existants et la création d'élevages nouveaux,
- l'emploi d'herbicides sur toute surface non imperméabilisée et sur les autres surfaces, les traitements préventifs par désherbants racinaires. Seuls sont autorisés les traitements curatifs localisés sur jeunes plantes au moyen de désherbants foliaires homologués,
- l'utilisation de traitements chimiques pour l'entretien des fossés et des bas-côtés de voies de circulation (routes et chemins),
- toute nouvelle construction à vocation d'habitat en dehors des zones constructibles définies dans le document d'urbanisme en vigueur au jour de l'ouverture de l'enquête de déclaration d'utilité publique. Ne sont pas soumis à cette interdiction stricte, l'aménagement et le changement de destination des constructions existantes pour une destination à vocation d'habitat ; ces projets sont soumis à autorisation préalable de l'autorité préfectorale conformément aux dispositions figurant à l'article 5.2.2.2,
- toute construction ou activité qui, de par sa destination, risque de porter atteinte à la qualité de l'eau,
- le maintien du produit des fauches sur les parcelles,
- le retournement des surfaces en herbe du 1^{er} octobre au 1^{er} mars, à l'exception des travaux préparatoires aux plantations d'arbres,
- l'implantation de légumineuses,
- les apports d'engrais minéraux azotés en dehors de la période prescrite par le programme d'actions régional.

5.2.1.3 à l'intérieur des zones B

- les dépôts de fumier non bâchés aux champs au delà d'une période excédant un mois. Le délai est porté à deux mois en cas de dépôts bâchés. Le site de stockage sur la parcelle devra être choisi de telle manière qu'il ne présente pas de risque de rejet direct dans les eaux superficielles.

5.2.2 - Installations, ouvrages, travaux et activités réglementés et soumis à la demande d'autorisation préalable auprès de l'autorité préfectorale

Indépendamment de l'application des articles L.211-1, L.214-1 à 214-8 et R.214-1 du Code de l'environnement, les installations, ouvrages, travaux, activités et dépôts ci-dessous désignés, sont soumis à avis préalable et devront faire l'objet avant tout début d'exécution d'une demande d'autorisation préalable adressée à l'autorité préfectorale :

5.2.2.1 à l'intérieur des zones A et B

- la création de nouvelles voies de communication routières ou ferroviaires et la modification des conditions d'utilisation des voies existantes,
- la création, le reprofilage ou la suppression de fossés,
- tout remblaiement,
- toute coupe rase d'un boisement d'une surface inférieure à un hectare d'un seul tenant,
- toute nouvelle construction ou en extension de l'existant, ainsi que le changement de destination des constructions existantes, en dehors des interdictions précitées à l'article 5.2.1.2.

5.2.2.2 à l'intérieur des zones A

- la création, l'aménagement et le changement de destination de bâtiment,
- les extensions d'habitations en dehors des zones urbanisables prévues au document d'urbanisme lors de l'enquête de déclaration d'utilité publique (DUP).

5.2.2.3 à l'intérieur des zones B

- la création de camping et le stationnement des caravanes,
- la création de plan d'eau, mare ou étang,
- la création de réseau d'irrigation,
- la suppression des talus et des haies.

5.2.3 - Prescriptions générales

Sont prescrites les mesures suivantes :

5.2.3.1 à l'intérieur des zones A et B

- la mise en conformité des bâtiments d'élevage et des installations classées suivant les directives du plan de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA),
- la mise en place d'un suivi agronomique après la signature de l'arrêté de DUP, sur une période de 4 ans, afin d'élaborer un bilan de fertilisation. Ce suivi comportera un volet d'information et de sensibilisation des exploitants agricoles sur l'emploi et la manipulation des produits phytosanitaires,
- l'emploi des produits phytosanitaires selon les dispositions édictées par le droit commun et conformément à la réglementation en vigueur, en dehors des herbicides dont les interdictions d'usage en périmètre de protection rapprochée sont visées à l'article 5 alinéa 5.2.1.2 « interdictions à l'intérieur de la zone A »,
- la mise en conformité des systèmes d'assainissement non collectif inexistants, défectueux ou incomplets :
 - pour les habitations non raccordables au réseau collectif d'eaux usées, mise en place d'un système d'assainissement conforme à la réglementation en vigueur,
 - pour les habitations raccordables au réseau collectif, branchement obligatoire et immédiat,
- la récupération des liquides usagés, issus des vidanges et de l'entretien des véhicules et engins à moteur,

- les stockages d’hydrocarbures et de produits chimiques devront être contrôlés et sécurisés ; les stockages aériens devront être équipés d’un bac de rétention d’une capacité égale au volume stocké,
- la suppression des points d’eau superficielle ou souterraine insalubres.

5.2.3.2 à l’intérieur des zones A

En dehors des jardins d’agrément et des potagers à usage familial, des parcelles maintenues en landes ou en état naturel compte tenu de leur intérêt écologique majeur, les parcelles non urbanisées et non boisées de cette zone seront conduites :

- . soit en prairies fauchées, non pâturées et récoltées :
 - sans épandage de déjections animales ou de tout autre produit fermentescible,
 - avec fertilisation minérale optimisée, les apports étant fractionnés et autorisés dans les conditions précisées dans le programme d’action pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates,
 - sur les surfaces maintenues en herbe, le couvert végétal sera assuré exclusivement par des graminées fourragères pérennes (ray-grass anglais, fétuque élevée, dactyle),
 - le retournement des surfaces en herbe de longue durée (5 ans sans retournement) sera soumis à autorisation préalable du maître d’ouvrage et géré suivant un plan de renouvellement ;
- . soit en boisements forestiers :
 - sans utilisation de traitements chimiques pour l’entretien des plantations forestières et pour la préparation du sol avant la mise en place des plantations,
 - les sentiers piétonniers, les espaces de loisirs devront être disposés de façon à n’engendrer aucun risque de pollution de la ressource en eau ;
- . soit en retour à la lande ou au milieu d’origine en présence de certains sites d’intérêt écologique majeur.

5.2.3.3 à l’intérieur des zones B

- les silos non aménagés sur aire étanche, destinés à la conservation par voie humide, d’aliments pour animaux (silos taupinières pour herbe ou maïs) ne pourront être implantés que sur des parcelles ne présentant pas de risque de ruissellement des jus vers les eaux superficielles,

5.2.4 - Prescriptions particulières

- en cas d’abandon des captages de Ty ar Ganet par la commune de Rosporden, les parcelles constituant la protection de ces ressources devront être intégrées aux périmètres de protection rapprochée du forage de Ty Chanu, impliquant ainsi une modification de ces périmètres ;
- les pulvérisateurs devront être équipés d’un bac d’incorporation et d’une cuve de rinçage ;
- sur l’exploitation n°2 au hameau de Venec, les travaux suivants devront être effectués : remise en état des gouttières et réfection de l’évacuation des eaux dans l’entrée de la stabulation B1, mise en conformité de la fumière (fosse à purin).

5.2.5 - Préconisations

Indépendamment des prescriptions spécifiques à chacune des zones A et B des périmètres de protection rapprochée des ressources, sont préconisées les mesures suivantes :

5.2.5.1 à l’intérieur des zones A et B

- la réalisation de campagnes d’information et de sensibilisation des riverains et du personnel communal, sur l’emploi et la manipulation des produits phytosanitaires à usage urbain.

5.2.5.2 à l'intérieur des zones A

- la matérialisation des limites de ces zones A par l'édification de talus ou de haies,
- la mise en place de panneaux d'information placés aux principaux accès dans les zones A du périmètre de protection rapprochée pour signaler que l'on se situe dans un périmètre de protection d'eau potable,
- dans les espaces boisés, les landes et les milieux naturels, à défaut de mise en place de talus ou de haies, les points de matérialisation de la zone A devront être régulièrement dégagés de toute végétation pour être facilement repérables.

5.2.5.3 à l'intérieur des zones B

- les pratiques de désherbage alternatif seront mises en place tant par la collectivité que par les particuliers.

5.3 - Périmètre de protection éloignée

Un périmètre de protection éloignée est défini pour le forage de Ty Chanu.

Dans ce périmètre, qui correspond à une zone de vigilance sans interdiction formelle, l'implantation d'installations à risques sera à éviter. En outre, les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation devront intégrer dans leur étude d'évaluation des risques sanitaires la présence du forage pour la définition des scénarios d'exposition.

Article 6 - Modifications apportées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée aux ouvrages, installations, activités, dépôts réglementés, ou à leur mode d'utilisation

D'une manière générale, à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, toute modification apportée par le propriétaire ou l'exploitant à un ouvrage, installation, activité, dépôt réglementé ou à son mode d'utilisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, en particulier :

- la nature, la consistance, le volume et l'objet de la modification,
- les incidences de la modification sur la ou les ressources en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, en tenant compte des variations saisonnières et climatiques, en fonction des procédés mis en œuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées.

L'autorité signataire peut, s'il y a lieu, faire application des alinéas 2 et 3 de l'article R.214-18 du Code de l'environnement.

Article 7 - Infractions

Les infractions aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté seront passibles, selon le cas, soit des peines réprimant un délit, soit des peines d'amende prévues à l'article L 1324-3 du Code de la santé publique.

Article 8 - Délai d'achèvement de l'opération

La mise en place des périmètres de protection des ressources de Ty ar Galant, du Moustoir et de Ty Chanu devra être achevée dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté.

Article 9 - Délais de mise en œuvre des mesures de protection

A l'exception de la prescription suivante mentionnée l'article 5 - alinéa 5.2.3.2 - à l'intérieur de la zone A :

« En dehors des jardins d'agrément et des potagers à usage familial implantés sur le terrain d'emprise ou à proximité immédiate de la propriété bâtie, des parcelles maintenues en landes ou en état naturel compte tenu de leur intérêt écologique majeur, les parcelles non urbanisées et non boisées de cette zone seront conduites en prairies fauchées, non pâturées et récoltées »

qui devra être mise en œuvre au plus tard pour le 1^{er} novembre 2015, les installations, activités et dépôts existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 4 devront satisfaire aux mesures de protection de l'article 5 dans un délai maximum de trois ans à compter de la publication du présent arrêté.

Les propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leurs activités au respect des prescriptions imposées.

Article 10 - Publication et information des tiers

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection aux ouvrages de Ty ar Galant, du Moustoir et de Ty Chanu seront annexées au document d'urbanisme en vigueur des communes de Leuhan et de Saint-Goazec, dans les conditions définies aux articles L 126-1 et R 126-1 à R 126-3 du Code de l'urbanisme dans un délai maximum de trois mois à compter de la publication du présent arrêté.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception, par les soins du maire de Leuhan, aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection.

Lorsque l'identité ou l'adresse du propriétaire est inconnue, la notification sera faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes ; il en assurera l'affichage et, le cas échéant, la communiquera à l'occupant des lieux.

Les maires de Leuhan et de Saint-Goazec conserveront l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivreront à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y seront rattachées.

Les maires de Leuhan et de Saint-Goazec sont chargés d'afficher en mairie pendant une durée minimale de deux mois, le présent arrêté. La publication de l'affichage se sera par voie d'affiche dans les communes concernées. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par l'établissement d'un procès verbal des maires.

De même, une mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans deux journaux locaux diffusés dans le département du Finistère.

Article 11 - Renouvellement des baux ruraux sur les terrains propriété de la commune

A l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur les terrains propriété de la collectivité, situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, zones A et B, la collectivité notifiera au preneur, dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours, les prescriptions relatives au mode d'utilisation du sol mentionnées à l'article 5 du présent arrêté afin de préserver la qualité des ressources en eau.

En cas de notification au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois précité, les nouvelles prescriptions ne pourront entrer en vigueur qu'après le délai de dix-huit mois à compter de la notification.

La notification prévue aux deux alinéas ci-dessus, sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle devra indiquer les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précisera que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Article 12 - Financement

Il est pourvu à la dépense tant au moyen de fonds libres dont pourra bénéficier la collectivité concernée, que des emprunts qu'elle pourra contracter ou de subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat ou d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Article 13 - Surveillance de la qualité de l'eau

La personne publique responsable de la production et de la distribution de l'eau est chargée de surveiller en permanence la qualité de l'eau, de procéder à l'examen régulier des installations, d'effectuer des tests ou analyses aux points représentatifs de l'incidence des traitements et de vérifier l'efficacité de la désinfection. Les informations collectées à ce titre seront consignées et tenues à la disposition des agents de l'agence régionale de santé de Bretagne chargés du contrôle sanitaire. Toute anomalie ou incident de fonctionnement pouvant avoir une répercussion sur la qualité de l'eau mise en distribution devra être signalée à ce service de contrôle.

Article 14 - Contrôle de la qualité des eaux et des dispositifs de traitement

Les eaux doivent répondre aux conditions exigées par le Code de la santé publique et les décrets d'application relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales. Le contrôle de leur qualité, ainsi que du fonctionnement des dispositifs de traitement éventuel sont assurés par la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Bretagne.

Article 15 - Voies et délais de recours

Déclaration d'utilité publique – article 2 et suivants

Les dispositions du présent arrêté portant déclaration d'utilité publique sont susceptibles d'être contestées par toute personne ayant un intérêt à agir, dans les deux mois qui suivent la date de la publication collective ou de la notification individuelle, en précisant le ou les points qui sont contestés :

- par un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au ministre de l'environnement. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux. L'absence de réponse du ministre ou de l'auteur de l'acte dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Rennes dans les deux mois suivants,
- par un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes.

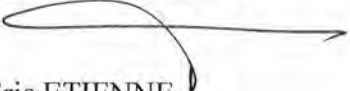
Article 16 - Exécution

- le secrétaire général de la Préfecture du Finistère,
- les maires de Leuhan et de Saint-Goazec,
- le directeur départemental des territoires et de la mer,
- le directeur général de l'agence régionale de santé de Bretagne,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public à la mairie de Leuhan et de Saint-Goazec.

Copie sera adressée pour information au :

- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- directeur départemental de la protection des populations,
- président de la chambre d'agriculture,
- président du tribunal administratif de Rennes.

A Quimper, le **29 OCT. 2014**
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Eric ETIENNE